

Éducation au développement durable : les propositions de Brune Poirson...

5-6 minutes

"Écologiser le MEN en mettant les éco-délégués au cœur du dispositif d'éducation au développement durable" : telle est l'une des principales propositions de Brune Poirson, dans un rapport remis au MENJS fin avril 2021. Elle dresse un bilan "positif" du dispositif des élèves "éco-délégués" et propose des solutions pour "renforcer son impact" : mieux "structurer" leurs actions en établissant des programmes de travail et une évaluation. L'Éducation nationale devrait, selon elle, développer des partenariats plus poussés avec les autres ministères, les collectivités et les associations.



Brune Poirson a remis son rapport sur l'enseignement au développement durable fin avril au ministre de l'Éducation nationale. Droits réservés - DR - Bruno Lévy

Dans son [rapport](#) sur l'éducation au développement durable remis en avril 2021 à Jean-Michel Blanquer, l'ancienne députée Brune Poirson (1) s'est concentrée sur le dispositif des éco-délégués. Le rôle de ces élèves est de participer à la mise en œuvre du développement durable dans leur établissement ([lire sur AEF info](#)).

les éco-délégués, un dispositif "fédérateur et mobilisateur"

Chargée d'une mission en 2020 sur l'éducation au développement durable, Brune Poirson dresse un bilan "positif" de ce dispositif : il s'avère selon elle "fédérateur et mobilisateur en faveur d'un plus grand respect de l'environnement".

"De nombreuses initiatives et projets ont pu voir le jour à travers la France", constate l'ancienne secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire. Elle observe que "l'histoire, la dynamique et les moyens sont variables d'une académie à l'autre", mais l'EDD bénéficie selon elle "d'un réseau académique mobilisé".

Les échanges et séminaires organisés avec des éco-délégués ont montré selon elle que ce dispositif "permet aux élèves d'acquérir non seulement des connaissances scientifiques et techniques, mais également des compétences indispensables au 21^{ème} siècle".

comment renforcer l'impact des éco-délégués ?

Alors que le dispositif des éco-délégués "continue à se généraliser", Brune Poirson propose "trois grandes priorités" pour "renforcer l'impact" du dispositif :

"Écologiser" le ministère de l'Éducation nationale : Brune Poirson suggère de "placer les éco-délégués au cœur du dispositif d'éducation au développement durable". Il s'agirait "d'intégrer pleinement l'écologie" comme faisant partie des valeurs de la République, en donnant une place plus importante à l'observation, en permettant aux éco-délégués de lancer des projets qui vont au-delà des "éco-gestes" ou encore en offrant aux enseignants des "dispositifs souples de formation".

Elle propose aussi que la question du développement durable soit prise en compte dans les objectifs de performance des recteurs et des chefs d'établissements.

Structurer le travail des éco-délégués : Afin de "mettre en place les conditions de réussite des éco-délégués", l'ancienne députée propose d'établir un programme de travail et un suivi ; de créer une communauté au sein et au-delà de leur établissement, en s'assurant que ce ne soit "pas que l'affaire des filles, mais bien l'affaire de tous" ; de permettre aux éco-délégués d'évaluer l'impact de leurs projets ; de valoriser le rôle des "référents éducation au développement durable" ([lire sur AEF info](#)).

Développer et structurer des partenariats de l'Éducation nationale avec 3 acteurs :

- Le ministère de la Transition écologique, dont le lien avec le MENJS doit être "renforcé", en particulier au niveau des rectorats

- Les collectivités locales. Un accord formel sur la question spécifique de l'éducation au développement durable pourrait être signé entre le MENJS et les associations de collectivités territoriales (AMF, ADF, Régions de France) ainsi qu'avec le ministère de la Cohésion des territoires. Il s'agirait "d'encourager et de systématiser le déploiement de projets et locaux auxquels les éco-délégués pourraient prendre part et d'encourager la mise à disposition de moyens"
- Les associations. Le MENJS pourrait proposer une "labellisation des associations afin d'aiguiller les professeurs dans leurs choix de documents ou intervenants en identifiant précisément les acteurs en présence et leurs discours potentiellement moralisateurs ou idéologiques".

Dépêche n° 653815



3 min de lecture

Par [Cécile Olivier](#) Publiée le 11/06/2021 à 18h10

MENministère de l'Éducation nationale

MENJSministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

EDDEnseignement au développement durable

AMFAssociation des maires de France

ADFAsssemblée des départements de France